

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU et PLUi

REVISION DU PLU DE CHAMBOEUF (42330)

(liste indicative d'informations à fournir)

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée (élaboration de PLU ou PLUi, révision de PLU ou PLUi, déclaration de projet impactant un PLU ou PLUi)	Territoire concerné
Révision du PLU	Commune de Chamboeuf (42330)

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi

Date de débat du PADD	28 juin 2018 (cf délibération en PJ)
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	06 décembre 2018

2. Identification de la personne publique responsable

Personne responsable publique	Gaël Perdriau, Président de la Métropole de Saint-Etienne Métropole
Courriel	Chargée de mission en charge du dossier : Dominique DESHAYES dominique.deshayes@saint-etienne-metropole.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1 Caractéristiques générales du territoire

Nom de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Chamboeuf
Nombre d'habitants concernés (au dernier RGP)	1641
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	/
Superficie du territoire	1112 ha

3.2 Quels sont les objectifs de cette procédure ? *Annexe : la délibération engageant la procédure*

- prendre en compte l'évolution des données économiques et démographiques de la commune
- définir et maîtriser la croissance de la population
- rechercher un équilibre de développement de la commune dans une démarche de développement durable
- maintenir une agriculture forte en préservant les zones agricoles
 - créer une zone artisanale permettant l'installation d'artisans locaux
- encourager la mixité sociale par la mise à disposition de logements en location ou accession

et

- Définir des OAP dans les zones à urbaniser
- Procéder à des rectifications ou suppressions de certains zonage et mettre à jour la liste des ER ajout et suppression.....

Et se faisant mettre le PLU en compatibilité avec le SCOT Sud Loire et les politiques communautaires (notamment le projet de PLH3,...)

3.3 Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil Municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale

- Une politique de l'habitat diversifiée et durable
- Assurer une cohérence des espaces urbanisés et valoriser le patrimoine communal
- Refondre les déplacements et mobilités, et réduire les nuisances pour les riverains
- Une gestion durable de la biodiversité, des ressources et espaces naturels
- Une gestion raisonnée des espaces agricoles
- Mettre en place de nouvelles pratiques et dispositifs environnementaux et énergétiques
- Un développement économique adapté aux besoins des entreprises locales

3.4 Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet impactant un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

- Réduction des zones urbanisées et à urbaniser de 26,6 ha.
- Prise en compte des corridors écologiques via un zonage Nco.

3.5 Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, autorisation du SCOT au titre de l'article L.122-2 du code l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) (ex. : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

- Avis de la CDPENAF
- Enquête publique conjointe prévue avec le zonage eaux pluviales et assainissement

3.6 Contexte de la planification : le projet est-il concerné par ...

- les dispositions de la loi <u>Montagne</u> ?	non
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy ?)	non

- une <u>DTA</u> ou <u>DTADD</u> ? Si oui laquelle ?	la DTA de l'Aire Métropolitaine Lyonnaise approuvée par décret du 9 Janvier 2007.
- un <u>Scot</u> , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? Ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la <u>loi « Grenelle 2 »</u> ?	Oui, SCoT du Sud-Loire approuvé le 19-12-2013
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	SDAGE Rhône Méditerranée Corse SAGE Loire en Rhône-Alpes

3.7 Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Non

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1 Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<ul style="list-style-type: none"> - ne plus développer les secteurs d'extension pavillonnaire - éviter l'urbanisation diffuse le long des voiries - prioriser la production de logements au sein du tissu bâti résidentiel existant - le projet prévoit la suppression de 26,6 ha de zones urbanisables
Quelle évolution par rapport aux tendances passées ?	<ul style="list-style-type: none"> - participer avec ses moyens en matière de planification de la réduction d'environ 37% de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers du Sud Loire
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de consommation d'espaces ?	<ul style="list-style-type: none"> - vise stabilité démographique 1700 hab horizon 2028 - suppression de 26,6 ha de zone d'urbanisation en extension périphérique - recentrage du potentiel logement en exploitant des poches foncières de superficie réduite dans le tissu existant du bourg avec densification
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : OUI	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	Restructuration du périmètre et légère extension de la zone d'activités des Granges (+2,5 ha) au nord ouest de la commune pour permettre l'extension d'une entreprise existante
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou</i>	/

4.1 Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
<i>locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?	
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>)	Les terrains non bâtis potentiellement constructibles se situent dans l'enveloppe urbaine actuelle et n'impacteront pas davantage l'activité agricole ou les milieux naturels.

4.2 Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quels sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Zone Natura 2000 ?</u>		X	
<u>Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?</u>	X		Seule la partie de la ZICO qui empiète sur la partie Ouest de la tâche urbanisée du bourg est susceptible d'accueillir de nouvelles constructions.
<u>Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?</u>		X	
<u>Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?</u>		X	
<u>Arrêté préfectoral de protection de biotope ?</u>		X	
Continuité écologique connue (réseau écologique Rhône-Alpes) ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) approuvé ?		X	
<u>Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? Ou identifiée au titre de la convention RAMSAR ?</u>		X	

4.3 Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quels sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Eléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leurs périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiques) ?	X		La commune est concernée par deux périmètres de protection de monuments historiques : - L'Eglise abbatiale de Jourcey - Château de la Teillères (commune de St Galmier). Seules quelques constructions viendront en comblement de dents creuses dans le périmètre de protection du Château, empiétant sur la tâche urbanisée du bourg,
<u>Site classé</u> ou projet de site classé ?		X	
<u>Site inscrit</u> ?		X	
Site Patrimonial Protégé ou Site Patrimonial Remarquable / Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP)		X	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		X	
<u>Directive de protection et de mise en valeur des paysages</u> ?		X	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ?		X	

4.4 Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ? Quels sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		X	
<u>Des 500 captages repérés prioritaires Grenelle 2</u> ?		X	
De captages repérés par un SDAGE ?		X	

Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	X		Saint Etienne Métropole adhère au Syndicat Mixte de Production d'eau potable de la plaine du Forez Sud (SYPROFORS). L'eau distribuée provient de la prise d'eau du Bas Chirat dans la Loire. Sachant que le PLU permet un maximum de 140 nouveaux logements le volume d'eau supplémentaire nécessaire théorique serait de $15 \times 90,9\text{m}^3 = 12726 \text{ m}^3$ soit seulement 0,05% des volumes mis en distribution. Les ressources en eau sont suffisantes.
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		X	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		X	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	X		Le traitement des eaux usées est assurée par une station d'épuration de type boues activées sur la commune voisine de Saint-Galmier (lieu dit « les Flaches »). La capacité de la STEP actuelle du bourg dispose d'une capacité de traitement de 9420EH. Actuellement 7135EH sont raccordés à cette station. A l'échelle du PLU, il est prévu la réalisation de 140 nouveaux logements soit environ 380 habitants supplémentaires maximum raccordés à la station, ce qui porterait le total à 7515EH. Le système d'assainissement est donc en capacité de traiter les effluents liés à la future urbanisation. Pas d'impact sur les rejets dans les milieux.

4.5 Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quels sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL) ?		X	
Anciens sites industriels et activités de services (base de données BASIAS) ?	X		Il y a un site susceptible d'être pollué recensé route de St Galmier en lieu et place de l'ancien atelier VACCARGNI selon la base de données BASIAS.
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?	X		Maintien du zonage actuel sur le périmètre d'exploitation autorisé
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		X	

4.6 Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quels sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	X		Risque transport de matières dangereuses par route et par canalisation (gaz) : pas de nouvelles populations soumises à ce risque.
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?	X		Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation (PPRNPI) de la rivière la Coise et ses affluents prescrit par arrêté inter-préfectoral du 02 octobre 2014, en cours d'élaboration
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	X		Les RD1082, 12, 100 et la voie ferrée sont identifiées comme voies bruyantes. Aucune zone constructible ne se situe dans ces secteurs donc pas de nouvelles populations soumises à ces nuisances.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	X		Une petite partie du territoire de Chamboeuf est soumis au bruit lié aux mouvements d'aviation de l'aéroport de Saint-Etienne - Bouthéon. Il s'agit du secteur près de la station d'épuration au sud-ouest de la commune. Selon le plan d'exposition au bruit associé, la commune est concerné par la zone « C » où l'indice isopsophonique (niveau d'exposition totale au bruit des avions) est compris entre 84 et 89 dBA. Aucune habitation n'est située dans ce périmètre et aucune urbanisation nouvelle n'y est prévue.

4.7 Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quels sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		X	
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie		X	

4.7 Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quels sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
(SRCAE) ?			
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	

5. Eléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

6. Annexes (*rappel*)

Elaboration ou révision « générale » (article L.123-13, I, CU) de PLU ou PLUi	Orientations générales du Projet de PADD débattu par le Conseil métropolitain de Saint-Etienne Métropole le 28 juin 2018	×
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	×
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L.123-13, II, CU) et les déclarations de projet impactant un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	Délibération prescrivant la procédure	×